**Rapport de progrès de projet PBF**

**Pays :** Côte d’Ivoire

**Type de rapport :** annuel

**Année de rapport :** 2020

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Renforcement de la participation des jeunes à la consolidation de la paix dans le Nord, le Sud, le Centre, le Centre-Ouest et l’Ouest de la Côte d’Ivoire**Numéro Projet / MPTF Gateway :** 00108189 |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** ☐ Fonds fiduciaire pays☐ Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire : N/A**      | **Type et nom d’agence récipiendaire :** **(Agence coordinatrice)**UNICEF (coordinatrice)UNESCOFNUAPPNUD |
| **Date du premier transfert de fonds :** 1 novembre 2017**Date de fin de projet :** 31 décembre 2020 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** Oui |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**☐ Initiative de promotion du genre☒ Initiative de promotion de la jeunesse☐ Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)☐ Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** **UNICEF** 1 850 000 $UNESCO 700 000 $PNUD 750 000 $FNUAP 450 000 $Total  3 750 000 $Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet :      \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 1 125 000 $US (30 %).Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 32 400 $US. Pour le FNUAP, sur les 265 000 $US prévus pour la promotion des espaces amis des femmes, 105 700 $US ont déjà été dépensés pour des formation et de l’équipement. |
| **Marquer de genre du projet :**  GM2**Marquer de risque du projet :** Moyen**Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :**2.3 Prévention/gestion de conflits |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Victorine Dilolo, cheffe par intérim de la section VIH-SIDA et AdolescentsRapport approuvé par : Marc Vincent, représentant résident de l’UNICEFLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Non |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
* Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
* Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
* Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
* Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.

**Partie I : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :**

Après environs 36 mois de mise en œuvre, le projet est à sa fin et a permis d'obtenir des avancées significatives en lien avec les résultats escomptés, comme en démontrent les différents rapports.

Le retard dans la mise à disposition des fonds en début d'année 2020 et les mesures de confinement imposées par la crise sanitaires de la COVID-19 ont ralenti l'exécution du projet au cours du premier trimestre 2020. À la suite d’aménagements et des mesures d'accélération, la majorité des activités du projet a été réalisée bien que quelques activités importantes planifiées restent encore à finaliser.

Une demande d’extension sans coût de 6 mois a été soumise pour assurer une bonne exécution de ces dernières activités planifiées. Il s'agit notamment : (i) de poursuivre l’inventaire des alliances interethniques dans quatre localités (qui sont les alliées des premières alliances identifiées) ; (ii) de la caravane de sensibilisation des jeunes sur les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution de conflits, en l'occurrence les alliances interethniques, les campagnes synchronisées de communication en langue ; (iii) de l’exécution à Abobo et Divo des stratégies ciblées pour implication des jeunes dans les instances de prise de décision ; et (iv) de la réalisation du film documentaire sur la jeunesse, le leadership et la prévention des conflits. À cela s’ajoutent les activités entamées et non encore achevées. Le contexte sociopolitique et sécuritaire lié aux élections du 31 octobre 2020 exige une adaptation des stratégies de mise en œuvre pour plus d'efficacité.

Par ailleurs, le projet étant à son terme, l'équipe de mise en œuvre prépare une évaluation externe pour capitaliser les principaux résultats à la lumière de sa théorie de changement.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :**

Si l’extension sans coût du projet est accordée, les évènementssuivants pourraient être réalisés convenablement :

* Finaliser l’inventaire des alliances interethniques dans quatre nouvelles localités.
* Poursuivre la caravane de sensibilisation des jeunes afin qu’ils s’approprient les alliances interethniques comme outil de médiation et de consolidation de la paix.
* Poursuite de la campagne synchronisée de communication en langue.
* Réalisation du jardin de la paix et de la sécurité à Divo.
* Finalisation de l'étude rapide et réalisation du film documentaire sur la jeunesse, le leadership et la prévention des conflits.
* Finaliser l’activité de la caravane d’engagement des jeunes à la non-violence avec le Conseil national de jeunesse de Côte d’Ivoire (CNJCI).
* Réaliser une évaluation externe du projet.

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères) :**

Le projet a contribué à des changements dans les règlements des conflits intercommunautaires. Les autorités locales ont recours aux relais communautaires et aux pairs éducateurs formés pour apaiser les conflits. Les alliances inter-ethniques sont privilégiées et reconnues par la communauté comme une alternative crédible à cet effet.

Le Ministère de la Jeunesse s’est approprié de la plateforme U-Report pour réorienter ses actions en direction des jeunes. Des sondages sur des thématiques d’intérêt pour les jeunes sont organisés et les résultats sont publiés sur les réseaux sociaux et font l’objet de plaidoyer pour un changement positif. À l’occasion des élections, un [sondage sur la participation des jeunes](https://cotedivoire.ureport.in/opinion/4656/) a été publié.

Le projet a permis de renforcer l’expertise sur la prévention des conflits et l’ancrage institutionnel des partenaires étatiques appuyés dans le cadre du projet pour l’accompagnement des jeunes pour leur insertion social et la prévention des conflits.

Le Ministère de la Formation Professionnelle a institutionnalisé la formation professionnelle par alternance afin de donner des qualifications à certains jeunes déscolarisés pour leur permettre d’obtenir des diplômes et des jeunes ciblés par le projet ont pu bénéficier de ce changement. Ainsi, l’UNICEF et ses partenaires ont expérimenté en 2019, pour quatre cohortes de 404 jeunes, l’approche de formation professionnelle par alternance, qui tient compte de la vulnérabilité des bénéficiaires.

Les médiatrices des Espaces amis des femmes mis en place sont régulièrement sollicitées pour leur expertise par les autorités locale pour la gestion et la prévention des conflits.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :**

Les Jeunes relais communautaires pour la paix formés dans le cadre du projet ont réconcilié des communautés en conflits (affrontements entre Malinké et Tagbana avec un mort à Atienkaha) à travers des alliances interethniques.

Les médiatrices des Espaces amis des femmes, qui ont reçu un renforcement de compétences sur la prévention et le règlement des conflits, ont contribué à prévenir certains conflits. À Guiglo, leur médiation a évité de violents affrontements entre les forces de l’ordre et la jeunesse. « Le projet a permis de prévenir les violences pré-électorales dans la ville de Bayota et 10 autres localités de ce département où nous avons fait de la sensibilisation », raconte Madame Didi, présidente de Bayota. Les Comités Jeunesse, Paix et Développement ont aidé à sensibiliser les gens aux discours de haine dans les communes d’Anyama et de Songon et à apaiser le climat entourant les élections.

736 jeunes (40 % de filles) ont été formés à plusieurs métiers pour renforcer leur autonomie et leur insertion civique sociale. Le projet a amélioré leur confiance en eux. Certains gèrent leurs propres affaires et ont renoncé à la violence et aux stupéfiants.

Les jeunes formés en compétences de vie courante (citoyenneté, non-violence, techniques de plaidoyer) ont appris sur les symboles et institutions de l’État et ont amélioré leur relation avec les autorités et ont participé dans les instances de prise de décision (mairie, conseils régionaux). « J’ai appris comment on pouvait faire entendre sa voix sans la violence. Une campagne de plaidoyer se fera pour améliorer la sécurité aux abords du grand lycée de Divo, car les filles sont violées et des amis ont été poignardés. Nous avons notre plan de plaidoyer et on sait qui toucher. J’ai le courage d’agir et je suis fier », raconte Franck, un élève et leader de jeunes de Divo formé aux techniques de plaidoyer.

404 adolescents et jeunes (214 filles, voir [vidéo](https://youtu.be/eLx0_tlNhpo)) formés au service civique par l’Office du service civique national ont acquis un esprit civique et ont amélioré leur estime de soi et leur attitude face aux symboles de l’État.

**Partie II : Progrès par résultat du projet**

**Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.**

* **“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;**
* **“On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.**

**Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.**

**Résultat 1 :**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :** On-track

**Résumé du progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Le projet a contribué à renforcer les plateformes de dialogue sociale, ce qui a renforcé l’engagement civique des femmes et des jeunes bénéficiaires. 12 Espaces amis des femmes ont été créés pour contribuer à prévenir les violences. Plus de 85 organisations féminines animent les Espaces amis des femmes pour la paix, avec au moins 275 femmes formées sur la prévention et le règlement des conflits avec l’appui de l’Association des femmes juriste de Côte d’Ivoire. 85 médiatrices de la paix formées entraînent les filles et les garçons de leur communauté à la gestion pacifique et à la prévention des conflits. À Anyama et Songon, 100 leaders de jeunes ont signé un protocole de non-violence et deux Comités Jeunes, Paix et Développement ont été installés. La plateforme U-Report, appuyée par l’UNICEF, regroupe maintenant plus de 2,5 millions de membres, dont 40 % de filles. 32 000 personnes ont participé à une discussion en ligne (live chat) sur la paix et la cohésion sociale. 37 984 jeunes ont consulté le centre d’information sur la paix, dont 10 845 ont décidé de devenir de jeunes ambassadeurs de la paix. 331 U-Actions et un [sondage](https://cotedivoire.ureport.in/poll/3000) sur la participation électorale des jeunes ont été réalisés. 14 directions régionales de la jeunesse ont bénéficié de matériel informatique pour faciliter le télétravail et ont amélioré leur capacité d’accueil et d’accompagnement des jeunes. Un centre de service civique (Guingreni) a été réhabilité et équipé pour la resocialisation des adolescents et jeunes marginalisés.

Les interventions du projet dans les zones cibles ont également permis aux jeunes de disposer de capacités pour prévenir les conflits et s’engager comme acteur de changement dans leurs communautés. 1 610 jeunes leaders et membres d’organisations de jeunesse ont été formés sur l’engagement civique, le budget participatif et les techniques de plaidoyer dans 14 localités. 404 jeunes (214 filles) ont intégré le programme de service civique et sont devenus respectueux et honnêtes. 52 activités génératrices de revenus ont été financées au profit de 84 jeunes vulnérables (52 % de femmes) à Abidjan, Bouaké, Gagnoa et Divo. 26 jeunes en conflits avec la loi issus des centres de la Cellule de coordination de suivi et de réinsertion (CCSR) ont été formés auprès d'artisans confirmés, ce qui a contribué à leur changement.

Le projet a contribué à renforcer la confiance entre les jeunes et les institutions locales dans les zones d’intervention en suscitant la collaboration active dans la mise en œuvre des activités et à travers des stratégies ciblées. À Divo, Gagnoa, Abobo et Katiola, le projet a appuyé l’élaboration de stratégies ciblées pour leur implication dans les instances de prise de décision et la mise en place de plan de plaidoyer. Des dialogues intercommunautaires ont été réalisés. Le nombre de déclaration des naissances dans les délais est passé de 11 186 à 33 933 naissances enregistrées par l'état civil. Les consultants pour l’étude rapide (Jeunesse, leadership et prévention des conflits) ont été recrutés.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

N/A

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  | **Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?** Oui. Le plan de travail annuel du projet, les valeurs de base, les indicateurs et la stratégie de collecte des données ont été définis et validés au cours d'un atelier organisé par le Secrétariat du PBF avec les parties prenantes du projet. L’UNICEF effectue des visites programmatiques ainsi que des réunions de coordination avec les partenaires de mise en œuvre pour assurer la complémentarité des actions et voir l’évolution des indicateurs.**Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?** Oui. Des sondages U-Report ont été menés. Ces sondages sont des questionnaires envoyés aux personnes inscrites sur la plateforme U-Report pour leur demander leur avis sur des sujets précis, comme le sondage sur la consolidation de la paix en Côte d’Ivoire, par exemple. |
| **Évaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?   | **Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) :** 53 477,55 $ US**Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:**Les termes de référence (TDR) de l’évaluation finale ont été validées par les agences récipiendaires et transmis au secrétariat du PBF pour son approbation. L’équipe de consultance sera recrutée une fois les TDR validés par le secrétariat du PBF pour assurer l’évaluation du projet.     |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | **Nom de donateur : Montant ($) :****54 000 000 $ US** de l’Association internationale de développement (du Groupe de la Banque mondiale) pour financer le programme national de sécurisation du foncier rural et l’enregistrement des droits fonciers coutumiers à travers l’Agence pour le foncier rural (ratifié en 2018 par accord de prêt) – UNFPA.**3 000 000 $ US** de la Banque africaine de développement en mai 2019 pour l'autonomisation des jeunes (avec 30 à 40 % de filles) et leur insertion socioprofessionnelle – UNFPA.**748 127 €** du Gouvernement de l’Italie pour investir dans les adolescents et jeunes en Côte d’Ivoire (janvier 2019 à décembre 2020). |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) :  |  Non |

**Partie IV : COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie de COVID-19.*

1. **Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.** 285 000 $ US

1. **Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.** Il n’y a pas eu d’ajustement non financier.

1. **Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :**

☒ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☒ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☒ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☒ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser):

**Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)**

* Remise d’équipement de protection aux Espaces amis des femmes pour la réalisation d’activités de sensibilisation sur le respect des mesures de prévention contre la COVID-19.
* 180 femmes, dont 42 jeunes filles mises en mission, ont mené des activités de sensibilisation sur les mesures barrières et la stigmatisation liée à la COVID-19 dans les quartiers et les communautés de 10 localités.
* Remise d'équipement pour le travail à distance à 14 directeurs régionaux de la Jeunesse et directeurs de la Protection de la jeunesse pour faciliter la communication avec les jeunes pour éviter les fausses informations et les rumeurs.
* Création de centres d’information sur la COVID-19 sur la plateforme U-Report pour diffuser de l’information exacte sur la COVID-19.
* Campagne contre la COVID-19 menée par les jeunes relais communautaires et les directeurs régionaux de la Culture dans leurs localités à travers les radios communautaires. Dans le cadre de cette campagne, 1 000 masques réutilisables ont été offerts.
* 35 émissions élaborées et diffusées grâce aux Jeunes reporters sur les mesures barrières et la stigmatisation liée à la COVID-19.

**Partie V : Évaluation de la performance du projet sur la base des indicateurs :**

**Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)**

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Étapes d’indicateurs/ milestones** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1** | **Indicateur 1.1**Pourcentage de jeunes et de femmes appuyés dans le cadre de ce programme et engagés dans des initiatives de réconciliation et de cohésion sociale au sein de leur communauté. | 0 %   | 60 % | 20,76 % | Selon l'enquête de perception de l’ENSEA en mars 2018, la valeur estimée dans la zone de mise en œuvre est de 20,76 %.Une évaluation indépendante aura lieu dans les six derniers mois du projet (chiffre clé : 20,76 %). | Les activités se sont globalement bien déroulées en 2018 et 2019. En 2020, le projet a connu des retards. La mise à disposition de la troisième tranche du financement ne s’est pas faite à temps en raison de délais d’exécution des activités du FNUAP. Le financement a été mis en place en mars 2020. Le confinement dû à la crise sanitaire a également entrainé un ralentissement, voire un arrêt, de la mise en œuvre des activités.      |
| **Indicateur 1.2**Proportion de jeunes des zones cibles du programme inscrits sur U-Report participant aux discussions sur la cohésion sociale et l’engagement civique. | 0 % | 60 %  | 60 % | 60% des jeunes inscrits sur U-Report en 2018 ont participé aux discussions sur la paix.  |
| **Indicateur 1.3**Proportion de jeunes qui déclarent qu’ils ont le sentiment d’être écoutés par les institutions. | 0 %    | 60 % | 62 %      | 62 % des jeunes pensent que leur voix est prise en compte dans leur communauté, selon le sondage U-Report de mars 2019 (13 146 répondants sur 99 091 interrogés). | Un sondage ainsi qu’une évaluation finale du projet permettra d’ajuster les résultats (chiffre clé : 62 %)**.** |
| **Produit 1.1**Les plateformes de dialogue social sont renforcées pour faciliter l’engagement civique des jeunes et des femmes. | **Indicateur 1.1.1**Nombre de jeunes engagés sur la plateforme U-Report et participant aux live chats sur les thématiques liées à la paix et la cohésion sociale. | 0 | 450 000 | 1 192 000    | 1 524 000  |  |
| **Indicateur 1.1.2** Nombre de femmes médiatrices de la paix engagées dans des médiations de conflits.  | 0 | 75 | 85    | 85 | . |
| **Produit 1.2**Les jeunes et les femmes disposent de capacités de prévention et de gestion de conflits et s’engagent comme acteurs de changement dans leur communauté. | **Indicateur 1.2.1**Nombre de jeunes formés sur le civisme et l’engagement civique pour la prévention et la gestion des conflits. | 0  | 150 jeunes, dont 40 % de filles | 1 310 | 1 310 jeunes formés, dont 56,3 % de filles, dans les régions d’Abidjan Sud, Ferké, Soubré, San-Pédro, Bouna et Bondoukou (chiffre clé : 1310). | Avec la crise de la COVID-19 la stratégie a été revue avec la Direction de la promotion de la jeunesse (DPJ) et les Directions régionales de la jeunesse pour atteindre plus de jeunes. La DPJ a mobilisé des ressources additionnelles. |
| **Indicateur 1.2.2**Nombre de jeunes formés ou sensibilisés sur le leadership et la prévention des conflits.  | 0 | 150 jeunes, dont 40 % de filles | 200 | 200 jeunes formés sur l’engagement civique, le plaidoyer et le budget participatif. | En plus des formations précédentes, le projet a amélioré les compétences des jeunes sur les outils pour un plaidoyer sur une cause qui leur est chère (chiffre clé : 200).   La stratégie a été revue avec les ONG partenaires de mise en œuvre. La contribution des ONG et des partenaires locaux ont permis d’atteindre plus de jeunes. |
| **Produit 1.3**La confiance entre les jeunes et les institutions est renforcée. | **Indicateur 1.3.1**Nombre de jeunes vulnérables formés en entrepreneuriat, gestion d’activités génératrices de revenus et formation professionnelle.  | 100   | 500 jeunes, dont 40 % de filles |       | 498, dont 214 filles. |  |
| **Indicateur 1.3.2**Nombre de jeunes vulnérables ayant bénéficié d’un accompagnement pour leur resocialisation (activités génératrices de revenus, kits, appui financier).Nombre de jeunes formés pour la promotion des droits à une identité juridique. | 100150 | 350 jeunes, dont 50 % de filles1 100    | 321 jeunes1 115 | 321 jeunes ayant bénéficié d’un accompagnement pour leur resocialisation.1 115 Jeunes relais communautaires formés sur les questions d’identité dans les régions de la Nawa, Gboklé et San-Pédro. |  |